

Mémoire soumis à la Commission de la Culture et de l'Éducation  
sur l'avenir des médias d'information

CCE – 036M  
C.P. – Avenir  
des médias  
d'information

Les journaux locaux indépendants  
en mode survie  
mais si essentiels à la démocratie

Mesdames et messieurs les commissaires,

Les jours de la presse écrite locale indépendante sont-ils comptés? La réponse doit absolument être «non». Il en va de l'identité locale des communautés. Mais l'avenir des médias d'information devra passer par un plus grand respect du rôle joué, pour certains, depuis plusieurs décennies.

La disparition de l'information locale est devenue une préoccupation de la société avant même l'époque de la guerre des hebdomadaires, cette course effrénée des deux plus grands groupes de presse hebdomadaire pour pénétrer le plus grand nombre de foyers. Dans plus de 80% du territoire québécois, la bataille pour le maximum de profits s'est réalisée au détriment des lecteurs et donc des populations locales desservies. La gratuité des hebdomadaires aura été un premier pas, désastreux à mes yeux, menant à la dévalorisation de l'information qui a continué d'y circuler, mais dans un ratio publicité/rédaction qui a atteint à une certaine époque 80/20.

Et pendant que les grandes entreprises de la presse hebdomadaire courtoisaient les «consommateurs», les journaux locaux indépendants poursuivaient leur mission première auprès des «citoyens». Focus sur l'influence des médias sur les consommateurs, à coups de Publi-Sac et de Sac Plus, alors qu'il aurait fallu s'inquiéter de l'affaiblissement de l'information locale auprès des communautés.

L'hécatombe qui a suivi le démantèlement des hebdomadaires de Québecor et de Transcontinental a fait de bonnes manchettes, mais peu d'analystes se sont préoccupés des dommages collatéraux subis par les journaux indépendants.

En 1991, j'ai eu le privilège d'être invité par l'Association des médias régionaux anglophones du Québec à un colloque où la grande question de l'heure était posée : Où en serons-nous en 2014 ? Vous l'aurez deviné, le débat ne portait pas sur l'avenir des médias, mais bien sur l'avenir du Canada.

Des journaux régionaux du Québec, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba, bref d'un peu partout au pays. Le point de vue de salles de rédaction, dans une perspective régionale, sur un enjeu national, au moment où la question du rôle du Québec au sein du Canada était sur toutes les lèvres.

Cette fin de semaine de deux jours à l'Université Bishop's, à Lennoxville, m'a fait prendre conscience d'une réalité aussi vieille et aussi ancrée dans nos cultures, celle de la place importante des journaux locaux comme véhicule d'expression des populations locales et régionales sur des enjeux nationaux. La plupart des médias anglophones ayant délégué un représentant au colloque de 1991 existent encore aujourd'hui. Ils ont le soutien de leurs communautés et de leurs élus.

Au Québec, les journaux indépendants sont demeurés fidèles à leurs lecteurs et les lecteurs sont demeurés fidèles à leurs journaux. Mais il ne suffit pas de dire que nous restons indépendants pour aussitôt conclure que la situation dans laquelle nous travaillons est différente de celle qui a entraîné des journaux vers leur fermeture.

En l'espace de seulement quatre ans, L'Écho de Frontenac, mon employeur, a perdu presque 83% des revenus de la publicité nationale et une baisse de 20% des ventes de publicité locale. Le nombre de nos abonnés a subi une baisse de près de 12% et les ventes en kiosque ont chuté de près de 35%. Le nombre de pages hebdomadaires diminue. Pour l'instant, nous absorbons le choc de la nouvelle réalité des médias au pays.

Qui sommes-nous ? Une toute petite équipe de huit employés, dont deux journalistes. Ici, tout le personnel a accepté certains sacrifices afin que l'hebdo survive. De la diminution des heures de travail à la fermeture du bureau une semaine par année. Notre manière d'assurer un avenir à une entreprise familiale de troisième génération, un peu calquée sur le modèle traditionnel des petits journaux qui fourmillent à travers le pays. Ces journaux toujours aussi soudés à leur communauté et qui refusent de disparaître. En réalité, pourquoi disparaître ? Nous connaissons mieux que quiconque les enjeux de développement de nos communautés. Nous connaissons les efforts déployés par les municipalités et les organismes à nous livrer, à nous les journalistes, une information aseptisée, à nous dépeindre en rose une réalité que nous savons grise. Il faudrait s'inquiéter

du faite que le nombre d'agents de communications ait surpassé le nombre de journalistes au Québec.

L'événement tragique survenu à Lac-Mégantic le 6 juillet 2013 a permis aux journalistes locaux, régionaux, nationaux et internationaux de bien mesurer l'importance de distinguer la mission de chacun. Malgré tout le chaos des heures et des jours suivant la tragédie, malgré l'obligation de nous trouver rapidement des locaux de remplacement à ceux logés dans la «zone rouge» devenue inaccessible pendant plusieurs mois, malgré l'ampleur de la tâche d'assurer le suivi de nos éditions hebdomadaires sans interruption, l'Écho a accueilli des journalistes de l'extérieur et libéré un local pour une équipe de photographes du Globe and Mail. Des inconnus devenus des amis. Nous étions fiers de présenter la première édition du journal à un journaliste du Toronto Star que nous avons accueilli. Fiers de lui parler de nos 9000 copies à distribuer, sachant fort bien que le journaliste du Star s'adressait au quotidien à 2 millions de lecteurs.

Le journaliste d'un média local doit savoir faire la part des choses entre l'objectivité, la sensibilité et la recherche essentielle de la vérité. Cela fait chaud au cœur ce commentaire reçu ces derniers jours par un artiste peintre originaire de la région, mais vivant à partir de son atelier de Québec une notoriété internationale, à qui j'osais demander qu'il m'accorde une entrevue : «Certainement, je suis un fan. Certains articles de l'Écho m'ont marqué plus d'autres, comme cette photo de moi à la rentrée scolaire en première année où je pleurais pour ne pas y aller. Et le titre «Une rentrée difficile pour certains», avec moi qui pleurais en gros plan. Ma mère l'avait découpée et gardée avec ses photos de famille toute sa vie durant. Je l'ai redécouverte il y a quelques années à peine en fouillant dans ses vieilles photos en noir et blanc. Quand j'allais la voir à Mégantic, une des choses que j'aimais bien était de m'asseoir avec une pile d'Échos de Frontenac et de parcourir les nouvelles des derniers mois que j'avais manquées. Des fois, je croyais reconnaître un ami d'enfance sur une photo pour apprendre qu'il était devenu vendeur d'auto, une autre coiffeuse ou qu'untel était devenu un homme d'affaire prospère!» C'est ça le journal local, mesdames et messieurs les commissaires. Un journal sans autre prétention que celle d'être là au bon moment pour témoigner de l'histoire et faire partie de l'album de famille. Elle est là notre valeur marchande. Une empreinte laissée par des familles de génération en génération.

C'est une question de fierté de ne pas avoir été les premiers dans le monde des médias à demander de l'aide gouvernementale. La Presse et les quotidiens du Groupe Capitales Médias l'ont fait avant nous. La raison nous dicte d'accepter comme une fatalité la mort du journal papier au profit de sa version électronique. Mais la sagesse me dit le contraire: donner aux journaux locaux les moyens de naviguer dans les deux versions. Et voici comment.

L'Écho, comme sans doute la plupart de nos hebdomadaires québécois presque centenaires et même vieux de plus de 150 ans, joue le rôle d'un centre d'archives dans sa communauté. Avec la destruction du Centre d'archives de la bibliothèque municipale de Lac-Mégantic ravagé par les flammes le 6 juillet 2013, L'Écho est le seul détenteur d'une collection numérisée de journaux depuis 1929 et à laquelle le public a accès à partir d'une vieille visionneuse à manivelle, digne d'un musée. Faute de ressources humaines et financières, ces documents riches en histoire sont, à toute fin pratique, inutilisés. Les hebdomadaires régionaux devraient obtenir une aide de l'État pour mettre en valeur l'ensemble de leurs collections.

Hebdomadaires Québec et Télé-Québec ont déjà envisagé la possibilité d'une collaboration profitable aux hebdomadaires, en offrant une émission hebdomadaire d'information présentant l'actualité de l'ensemble des régions sur un même plateau. Le projet mériterait d'être étudié à nouveau.

Enfin, la conversion du papier au numérique doit être appuyée sur chacun de nos territoires par l'attribution de ressources financières aux médias de toutes tailles et l'assistance de spécialistes, afin de fournir la formation nécessaire au personnel en place. Il serait illusoire de croire que le numérique permettra de compenser pour la perte de revenus financiers, tout comme il serait illusoire d'envisager l'avenir sans le support numérique.

Pour les journaux locaux indépendants, poursuivre la mission des fondateurs a toujours été un combat difficile. À mener au jour le jour. L'actualité nous fournit toujours autant de matières, mais les recettes publicitaires fondent comme neige au soleil.

Notre survie passe le respect de nos compétences et l'attention que nos élus porteront à nos revendications.

En tout respect,

Rémi Tremblay  
Lac-Mégantic  
Membre FPJQ #1893